

Une bataille démocratique pour les libertés publiques fondamentales est actuellement en cours en France. La loi sécurité globale en est l'enjeu immédiat mais derrière celle-ci se profile à la fois la question brûlante des violences policières et du racisme d'État, et la dimension autoritaire du néolibéralisme, qui lui est inhérente mais qui s'accroît à mesure que les gouvernements imposent des politiques de plus en plus brutales de destruction sociale et environnementale, instrumentalisant à la fois la (bien réelle) crise sanitaire et les attentats, et que les classes populaires résistent.

Dans la propagande de droite, un argument massue revient sans cesse : l'anticapitalisme serait l'ennemi naturel de la liberté individuelle car sans propriété privée des moyens de production et sans marché, la liberté ne pourrait prospérer. Or c'est exactement le contraire : comme le montre dans ce texte David Harvey en rappelant les positions de Marx en la matière, les anticapitalistes travaillent à créer les conditions matérielles de vie, hors des restrictions imposées par le capitalisme, sans lesquelles les gens ne peuvent pas être vraiment libres.

Si nous prenons au sérieux les idéaux de liberté et de démocratie, notre lutte actuelle doit donc s'inscrire dans un projet plus global de dépassement du capitalisme et d'abolition des rapports d'oppression, et doit s'étendre au combat contre les institutions qui assurent l'assujettissement des classes exploitées et opprimées - de l'État capitaliste aux institutions internationales ou supranationales (Commission européenne, Banque centrale européenne, FMI, OTAN, etc.).

Le sujet de la liberté était régulièrement débattu lors de mes rencontres avec les étudiants au Pérou. Ils étaient très intéressés par la question suivante : « Le socialisme exige-t-il nécessairement l'abandon de la liberté individuelle ? » La droite, qui s'est appropriée le concept de liberté et l'utilise comme une arme dans la lutte de classes contre les anticapitalistes, répond bien sûr par l'affirmative. La subordination de l'individu au contrôle de l'État imposé par le socialisme ou le communisme serait-selon eux- une chose qu'il faut éviter à tout prix.

Ma réponse était que nous ne devrions pas abandonner l'idée de la liberté individuelle dans le cadre d'un projet socialiste émancipateur. J'ajoutais même que la réalisation de la liberté individuelle est, selon moi, un objectif central des projets d'émancipation. Mais à condition que ceux-ci appellent à la construction commune d'une société qui donne à chacun de nous l'opportunité de s'épanouir, de se réaliser en déployant toutes nos capacités.

Marx et la liberté

Marx avait des choses intéressantes à dire sur le sujet. Une de ces idées est « que le royaume de la liberté commence là cesse le royaume de la nécessité ». La liberté ne signifie rien si vous n'avez pas assez à manger, si vous n'avez pas accès aux soins de santé, à un logement, aux transports, à une éducation et à d'autres services importants. Le rôle du socialisme est de pourvoir à ces besoins fondamentaux, de sorte que les gens soient ensuite libres de faire exactement ce qu'ils veulent.

Le point final d'une transition socialiste est un monde dans lequel les capacités et les aptitudes individuelles sont complètement libérées des nécessités, du manque et autres

contraintes politiques et sociales. Voilà pourquoi au lieu d'abandonner à la droite le monopole de ce concept de liberté individuelle, il s'agit de nous réapproprier l'idée de liberté pour le socialisme lui-même.

Mais Marx a également souligné que la liberté est un couteau à double tranchant car les travailleurs, dans une société capitaliste, sont libres -dit-il- dans un double sens. Ils peuvent librement offrir leur main-d'œuvre sur le marché du travail à qui ils veulent, proposer leur force de travail à n'importe quelles conditions contractuelles, bref ils peuvent négocier librement...mais en même temps, ils ne sont pas libres, car ils sont « libérés » de tout contrôle ou accès aux moyens de production. Ils doivent donc céder leur force de travail aux capitalistes pour pouvoir vivre.

C'est leur liberté à double tranchant dit Marx, c'est la contradiction centrale de la liberté sous le capitalisme. Dans le chapitre sur la journée de travail dans *le Capital*, il dit ceci : le capitaliste est libre de dire au travailleur : « Je veux t'employer au salaire le plus bas possible pendant le plus grand nombre d'heures possible et tu feras exactement le travail que je te demande de faire. C'est ce que j'exige de toi quand je t'engage ». Et le capitaliste est libre de faire cela dans une société de marché parce que, comme nous le savons, la société de marché consiste à faire des offres pour tout et n'importe quoi.

D'autre part, le travailleur est également libre de dire : « Vous n'avez pas le droit de me faire travailler 14 heures par jour. Vous n'avez pas le droit de faire ce que vous voulez avec ma force de travail, surtout si cela raccourcit ma vie et met en danger ma santé et mon bien-être. Je ne suis prêt à travailler que pour une journée de travail honnête pour un salaire honnête ».

Étant donné la nature d'une société basée sur l'économie de marché, le capitaliste et le travailleur ont tous deux raisons lorsqu'il s'agit de ce qu'ils exigent. Comme dit Marx, ils ont tous deux raison en vertu de la loi de l'échange qui domine le marché. Entre l'égalité des droits, dit-il, la puissance décide. La lutte des classes entre le capital et le travail détermine cette question. Le résultat repose sur le rapport de force entre le capital et le travail, qui peut à un moment donné devenir coercitif et violent.

Une lame à double tranchant

Cette idée de la liberté en tant que lame à double tranchant est très importante à y regarder de plus près. L'une des meilleures contributions sur le sujet est un essai de Karl Polanyi. Dans son livre *La grande transformation*, Polanyi dit qu'il existe de bonnes et de mauvaises formes de liberté.

Parmi les formes « toxiques » de liberté qu'il mentionne figurent la liberté de faire un usage illimité de son prochain, la liberté de faire des profits excessifs sans en faire profiter la communauté, la liberté de ne pas utiliser les inventions technologiques pour le bien public, la liberté de tirer profit des calamités publiques ou des catastrophes naturelles pour faire des gains privés, etc.

Mais, poursuit Karl Polanyi, l'économie de marché qui permet ces formes de libertés se pare également de libertés que nous estimons beaucoup : liberté de conscience, liberté d'expression, liberté de réunion, liberté d'association, liberté de choisir son propre travail.

Bien que nous puissions chérir ces libertés en raison de leur importance intrinsèque, elles sont dans une large mesure des sous-produits de cette même économie qui est également responsable des libertés toxiques. La réponse de Polanyi à cette dualité peut paraître étrange, en pleine hégémonie de la pensée néolibérale où la manière dont la liberté nous est présentée par le pouvoir politique existant est parfaitement biaisée.

Il écrit à ce sujet : « Le dépassement de l'économie de marché » – c'est-à-dire la disparition de l'économie de marché – « peut être le début d'une ère de liberté sans précédent ». Pour la pensée mainstream, c'est une explication plutôt choquante : dire que la vraie liberté commence après que nous ayons laissé l'économie de marché derrière nous ! Il continue :

« La liberté légale et réelle peut être rendue plus large et plus universelle que jamais. La réglementation et le contrôle peuvent permettre la liberté non seulement pour quelques-uns, mais pour tous. Car la liberté n'est pas un privilège, entaché à la source, mais un droit prescriptif, s'étendant bien au-delà des limites étroites de la sphère politique à l'organisation intime de la société elle-même. Ainsi, les anciennes libertés et les droits civils seront ajoutés au fonds des nouvelles libertés générées par les loisirs et la sécurité offerts à tous par la société industrielle. Une telle société peut se permettre d'être à la fois juste et libre ».

La liberté sans la justice

Je me souviens que cette idée d'une société fondée sur la justice et la liberté était le programme politique du mouvement étudiant des années 60 et de la fameuse génération 68. La soif de justice et de liberté était très répandue : se libérer de la coercition de l'État, de celle du travail imposée par le capital et ses entreprises, se libérer de la coercition du marché en développant radicalement la justice sociale...

Il est intéressant d'observer quelle fut la réponse politique capitaliste à cette situation dans les années 1970. On peut dire que ces demandes ont été traitées ainsi : « Nous cédon à vos aspirations de liberté, soit, mais oubliez la justice sociale ».

Le renoncement aux libertés était limité. On gardait, pour l'essentiel, la liberté de choix sur le marché. Le marché libre et la liberté de régulation de l'État étaient les réponses à la demande de liberté. Mais oubliez la justice. Cela serait assuré par la concurrence sur le marché, qui était censée être organisée de manière à ce que chacun obtienne sa juste part. Le résultat, cependant, a été que beaucoup de mauvaises libertés (par exemple l'exploitation des autres) ont été libérées au nom de libertés vertueuses.

Cette tournure des événements est une chose que Polanyi a clairement identifiée. La transition vers l'avenir qu'il avait en tête était bloquée par un obstacle moral, a-t-il fait remarquer, et cet obstacle moral était ce qu'il a appelé « l'utopie libérale ». Je pense que nous sommes aujourd'hui toujours confrontés aux problèmes que cet utopisme libéral entraîne. C'est une idéologie qui imprègne les médias et les discours politiques.

L'utopie libérale du Parti Démocrate, par exemple, est l'un des obstacles à la réalisation d'une véritable liberté. « La planification et le contrôle », a écrit Polanyi, « sont attaqués

Les anticapitalistes doivent être au premier rang de la
lutte pour la liberté

<https://www.contretemps.eu> redaction

comme un déni de liberté. La libre entreprise et la propriété privée sont déclarées l'essence même de la liberté. C'est ce que les plus importants idéologues du néolibéralisme ont mis en avant. »

Au-delà du marché

Pour moi, c'est l'une des questions les plus importantes de notre époque. Allons-nous au-delà des libertés limitées du marché et de la régulation de nos vies par les lois de l'offre et de la demande, ou acceptons-nous, comme le dit Margaret Thatcher, qu'il n'y a pas d'alternative ? Nous devenons libres du contrôle de l'État, mais esclaves du marché. Il n'y aurait pas d'alternative à cela, en dehors il n'y a pas de liberté. C'est ce que prêche la droite, et c'est ce que beaucoup de gens en sont venus à croire. C'est le paradoxe de notre situation actuelle : au nom de la liberté, nous avons en fait adopté une idéologie libérale utopique qui fait obstacle à la réalisation d'une véritable liberté.

Par exemple je ne pense pas vivre dans un monde libre quand quelqu'un qui désire faire des études doit commencer par payer une somme d'argent énorme pour cela et commencer sa vie avec une dette d'études qui le poursuivra longtemps.

En Grande-Bretagne, dans les années 1960, une grande partie du parc de logements se trouvait dans le secteur public ; il s'agissait de logements sociaux. Quand j'ai grandi, ce logement social était une prestation de base à un prix assez bas. Puis Margaret Thatcher est arrivée et a tout privatisé, en disant essentiellement : « Vous serez beaucoup plus libre si vous êtes propriétaire et vous pourrez réellement faire partie de la démocratie de propriétaires ».

Ainsi, au lieu d'avoir 60 % des logements dans le secteur public, nous nous retrouvons tout à coup dans une situation où seulement 20 % - voire moins - des logements se trouvent dans le secteur public. Le logement devient une marchandise, et cette marchandise devient alors une partie de l'activité spéculative. Dans la mesure où elle devient un véhicule de spéculation, le prix de la propriété augmente, et vous obtenez un prix de logement en hausse sans qu'il y ait une augmentation réelle de la qualité et du confort.

Nous construisons des villes, nous construisons des logements, mais de telle façon, avec une telle conception de l'immobilier que si ces logements offrent une énorme liberté aux classes supérieures, elle se résume concrètement à une non-liberté pour le reste de la population. C'est, je pense, ainsi qu'il faut interpréter cette fameuse remarque de Marx :

« Le royaume de la nécessité doit en fait être surmonté pour atteindre le royaume de la liberté ».

Le royaume de la liberté

C'est ainsi que, toujours dans le contexte du secteur de l'immobilier et de la construction, la sacro-sainte liberté du marché limite, de fait, les possibilités d'accès pour l'ensemble de la population. Et de ce point de vue, je pense que c'est une perspective socialiste de faire

Les anticapitalistes doivent être au premier rang de la
lutte pour la liberté

<https://www.contretemps.eu> redaction

ce que Polanyi suggère, c'est-à-dire que nous collectivisons l'accès à la liberté, l'accès au logement. Nous mettons un terme au fait qu'il ne peut être obtenu que par le marché, mais nous le faisons entrer dans le domaine public. Vivre dans le domaine public est notre slogan. C'est l'une des idées de base du socialisme dans le système actuel - mettre le plus possible de choses en commun, dans le domaine public.

On dit souvent que pour atteindre le socialisme, il faut renoncer à son individualité et au moins à quelque chose. Eh bien, dans une certaine mesure, c'est peut-être vrai ; mais il y a, comme l'a souligné Polanyi, une plus grande liberté à atteindre si nous allons au-delà des cruelles réalités des libertés du marché individualisé.

Oui j'ai bien lu dans Marx que notre tâche consiste à maximiser le domaine de la liberté individuelle, mais que cela ne peut se faire qu'à condition que le domaine de la nécessité soit satisfait... La tâche d'une société socialiste n'est pas de réglementer tout ce qui se passe dans la société ; pas du tout. La tâche d'une société socialiste est de veiller à ce que tous les besoins fondamentaux soient satisfaits afin que les gens puissent ensuite librement choisir de faire ce qu'ils veulent quand ils le veulent.

Demandez aujourd'hui à quelqu'un : « Combien de temps libre avez-vous ? », la réponse est invariablement : « Je n'ai presque pas de temps libre à cause de ceci, de cela, et de tout le reste ». Or si la vraie liberté ne s'exerce que dans un monde où nous aurions du temps libre pour faire ce que nous voulons, mettons dès aujourd'hui en œuvre un projet socialiste d'émancipation qui la propose, cette liberté, comme un élément central de sa mission politique ! C'est une chose à laquelle nous pouvons et devons tous travailler.

*

Ce texte est extrait du nouveau livre de David Harvey, The Anti-Capitalist Chronicles, publié par Pluto Press. Il a été publié à l'origine sur [Jacobin](#).

Traduction : Hamel et François de la [Gauche anticapitaliste](#).